VALÉRY GISCARD D'ESTAING

3 Avril 1981 -

Cher Monsieur le Conseiller,
Chère Madame la Conseillère,

Vous êtes l'un de ceux que vos concitoyens ont choisi pour traiter au mieux les intérêts collectifs de votre localité.

Pour vous, héritiers de la longue histoire des communes de France, la démocratie s'exprime sur le terrain de façon concrète. Vous savez ce que c'est que gérer avec bon sens, qu'économiser ce qui peut l'être, pour mieux investir là où il faut. Vous savez que l'exercice d'une responsabilité publique exclut la facilité.

C'est parce que vous êtes avec vos collègues, conseillers municipaux, l'un de ces 500 000 Français élus et responsables que je m'adresse à vous.

Le monde, comme vous le savez, traverse une crise économique grave. Les relations internationales passent par une phase de tension et de risque.

Sur tous ces fronts, la France a été active.

Dans le domaine de l'économie, elle a mieux surmonté les difficultés que la plupart des autres pays industrialisés. Le niveau de vie des Français s'est accru, malgré les difficultés.

Malgré la crise, le progrès social a continué, au bénéfice des plus déshérités : l'amélioration du sort des personnes âgées, les familles nombreuses, les salariés aux rémunérations les moins élevées, les handicapés.

./.

La France est le pays des libertés préservées. Combien de pays peuvent l'envier à cet égard !

Par sa politique extérieure, la France travaille pour la paix. Elle est une puissance indépendante, écoutée et respectée.

Voilà ce qui a été réalisé ou entrepris au cours de ces sept ans, au prix de beaucoup de travail et d'efforts de la part de tous les Français.

Voici maintenant ce qu'il faut, avec la même volonté, accomplir.

L'emploi d'abord, doit être sauvegardé. Beaucoup a été fait. C'est pourquoi la France, depuis 1974, a pu créer près de 500 000 emplois alors que l'Allemagne en perdait plus d'un million. Mais nous devons faire plus encore. J'ai exposé aux Français un plan complet et précis d'actions en faveur de l'emploi, ambitieux par ses objectifs, c'est-à-dire la création d'un million d'emplois supplémentaires d'ici 1985, mais réaliste quant à ses moyens chiffrés. Il permettra de donner un travail à tous les jeunes et de réduire de façon significative le nombre de demandeurs d'emploi.

L'activité économique demeurera fondée sur l'initiative et sur la responsabilité. Le dynamisme de nos entreprises - et parmi elles les exploitations agricoles, les entreprises industrielles et commerciales, petites ou moyennes - assure notre activité intérieure et notre compétitivité à l'extérieur. Il sera préservé.

Nous continuerons à travailler pour une France plus juste et plus fraternelle. La crise ne nous dispense pas de notre devoir de solidarité. Elle nous impose au contraire de resserrer les liens entre les Français. Car l'unité de la nation, dans ces circonstances difficiles est notre bien le plus précieux.

C'est cette unité que je veux continuer de rechercher. Je sais que les Français m'approuvent et m'y encouragent.

./.